



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lutte contre le racisme

Question au Gouvernement n° 1266

Texte de la question

SOLIDARITÉ AVEC MME CHRISTIANE TAUBIRA

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean Glavany. Comme nous venons de vivre un moment de concorde républicaine, je vous en propose un autre. Nous sommes, dans cet hémicycle, 577 députés qui représentent le peuple français dans sa diversité, avec toutes nos différences – qui s'expriment souvent bruyamment – et même si nous avons beaucoup de progrès à faire, en matière d'âge, de sexe, de couleur de peau et d'origine sociale, pour représenter vraiment la diversité française. Mais la République nous a appris à vivre avec ces différences, à les respecter, elle nous a appris à vivre ensemble. La République, c'est aussi le dépassement de ces différences, parce que, la République, c'est ce qui nous réunit, ce qui nous rassemble : des valeurs – la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité ; notre histoire, aussi, que certains veulent oublier ;

Mme Claude Greff. Bon, ça va !

M. Jean Glavany. et ces combats que nous avons menés tous ensemble, contre toutes les oppressions, toutes les discriminations, contre le racisme et l'antisémitisme. Ces combats sont d'actualité.

Il y a quelques jours, une ministre de la République, garde des sceaux, était en voyage, à Angers, et une manifestation – on a le droit de manifester – se tenait, qui prétendait défendre la famille. On a vu des enfants, des enfants de la République, des gamins, brandir des bananes, et dire : « C'est pour la guenon ! » Eh bien, mes chers collègues, quand des parents amènent leurs enfants à commettre de tels actes, c'est la République qu'on assassine. *(Mmes et MM. les députés des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP se lèvent et applaudissent longuement. – Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et UDI.)*

Quand nous, élus de la République, nous entendons cela, nous ne pouvons pas nous taire. Nous devons crier notre honte et notre révolte. C'est pourquoi je veux dire à Christiane Taubira à la fois notre solidarité affectueuse et notre admiration pour son courage, et, surtout – au nom de tous, j'espère –, notre détermination à ne pas laisser faire ces ignominies. *(Applaudissements prolongés sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Monsieur le député Jean Glavany, le combat pour nos valeurs, celles qui rassemblent les Français, celles qui font notre force et notre honneur, ce combat ne sera jamais terminé, car trop de nos concitoyens – même si c'est une petite minorité – sont aujourd'hui, chaque jour, victimes de racisme, d'antisémitisme, ou de condamnation, simplement, de leur religion, quelle qu'elle soit, ou en raison de leur

couleur de peau ou de leur quartier d'origine. C'est une minorité, mais c'est trop, trop de victimes qui ne supportent plus cela, et elles ont raison. Dans la France telle qu'elle est et telle que nous l'aimons, ces attitudes, ces actes sont inacceptables, et, nous le savons, malheureusement, dans l'histoire, ils ont pu conduire aux pires délits et aux pires crimes.

Alors il faut se ressaisir, et ne jamais céder, à aucun moment. Je sais, profondément, je suis profondément convaincu que l'immense majorité de notre peuple est attachée à ces valeurs et ne se reconnaît pas dans le racisme dont sont victimes certains de nos concitoyens. Et vous avez eu raison, monsieur le député, de rappeler la force de la République, des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité. Et c'est à nous qu'il appartient de les faire vivre. Et les propos qui ont été prononcés, effectivement, il y a quelques jours,...

Mme Claude Greff. Oh, c'est bon, ça va !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministrepar une personne qui se prétend candidate à un mandat électoral, contre la garde des sceaux, ministre de la justice, Christiane Taubira, sont malheureusement une illustration encore plus violente de ce que connaissent beaucoup de nos concitoyens, des propos racistes que j'ai immédiatement condamnés, et toute l'Assemblée nationale devrait se lever pour dire non au racisme quand il atteint l'une ou l'un d'entre nous (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe UMP*), qu'il soit simple citoyen ou ministre de la République. C'est ça, la dignité de la représentation nationale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRD.*) Alors, si la République est capable de dire non, quelles que soient nos sensibilités politiques, que nous soyons de la droite, du centre ou de la gauche, alors la République sera forte et la France sera forte. J'attends de toute la représentation nationale ce message, parce que c'est à la fois un message de solidarité à l'égard d'une femme d'État et un message de solidarité avec les valeurs de la France.

M. Philippe Meunier. Ça suffit ! Ça suffit, l'instrumentalisation !

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1266

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [31 octobre 2013](#)